

## Les gens



### Disparues de l'Yonne: Dati pour l'indemnisation

«Ma responsabilité, c'est aussi de respecter quelques principes.» Sur RTL, hier, Rachida Dati est revenue sur la décision de ses services de ne pas indemniser les familles des disparues de l'Yonne pour la «lenteur de la procédure». La ministre de la Justice a estimé qu'il fallait «reconnaître la douleur et le traumatisme en partie dus aux dysfonctionnements de la justice». Les disparitions avaient eu lieu dans la région d'Auxerre entre 1975 et 1979. C'est en novembre 2006 qu'Émile Louis a été condamné par la cour d'appel de Paris à la réclusion à perpétuité. Rachida Dati n'a pas pour autant désavoué ses services, expliquant que leur décision était «fondée en droit».

G.C.  
PHOTO AFP

### ACCIDENT

**Une personne est morte à Paris dans la nuit de samedi à dimanche, heurtée par une rame de métro** sur la ligne 4, à la station Saint-Michel (V<sup>e</sup> arrondissement). La victime «aurait voulu monter dans une rame alors qu'elle était déjà bondée» et serait tombée entre le quai et la rame. L'accident est survenu alors que se déroulait la septième édition de la Nuit blanche parisienne.

### TASER

**Pas de Taser à Lille. Interrogée hier sur Canal +, la maire de la ville, Martine Aubry, a annoncé son refus** d'en équiper sa police municipale. Elle a souligné le «danger» de cette arme et rappelé que «c'est à la police nationale d'assurer le maintien de l'ordre, la sécurité partout dans le pays. [...] L'accès à la sécurité, c'est le rôle de l'Etat». Une mission que ce dernier, selon elle, n'exercerait plus.

(annonce légale)

ADDITIF : Dans l'annonce de IT'S RECORDS parue le 18/09/08, il fallait lire « Personnes ayant le pouvoir d'engager l'établissement : Henri Jamet, demeurant 4 place de Clichy, 75009 Paris et Anne-Gabrielle Du-mont, demeurant 6 rue Leibniz, 75018 Paris.

### Université d'automne

## Sauvons la recherche peaufine sa riposte

Comprendre les ressorts des réformes gouvernementales en cours dans la recherche et l'université; mieux résister à ces réformes par des actions mais aussi des propositions. C'était le double enjeu de l'université d'automne organisée par l'association Sauvons la recherche (SLR), de vendredi à hier, à Toulouse. De tables rondes en ateliers thématiques, c'est une même inquiétude qui s'est exprimée contre la «révolution» en cours dans «nos métiers de la recherche et de l'enseignement supérieur», a martelé Bertrand Monthubert, le président de SLR.

Une «révolution» qui trouve son origine et sa méthode dans la stratégie de Lisbonne (sommet européen en 2000), a brillamment démontré Isabelle Bruno, maître de conférence à Lille (1). A grands coups de benchmarking (analyse comparative), les

**Une conséquence de la politique de l'Union européenne est la vision malthusienne de l'emploi scientifique public.**

Etats de l'Union européenne veulent transformer leurs systèmes de recherche publique, les réorienter vers les besoins «des entreprises privées, dans le cadre de la compétition mondiale», par des dispositifs de «mise en concurrence généralisées des universités, des laboratoires, des individus mêmes», au mépris des dimensions coopératives. Le tout, note-t-elle, pour un «échec» quant à l'objectif proclamé d'atteindre 3% du PIB en recherche et développement, puisque «l'UE est passée de 1,92 à 1,91% entre 2000 et 2006».

«Précarité». L'une des conséquences de cette politique, c'est la vision malthusienne de l'emploi scientifique public, qui se traduit dans le budget 2009 par l'absence de créations de postes de chercheurs et d'universitaires. Au prix d'un allongement des périodes de précarité des jeunes docteurs.

Albert Fert, prix Nobel de physique 2007, lors du débat inaugural sur la liberté de la recherche, s'inquiétait de «la précarité imposée aux jeunes chercheurs. C'est un handicap pour développer une réflexion scientifique». En écho, lors du débat sur la place des femmes dans le dispositif de recherche, l'océanographe Catherine Jeandel soulignait que «le plafond de verre auquel se heurtent les femmes dans l'accès aux postes de responsabilités (professeurs, directeurs de recher-

che) trouve son origine dans la précarité entre 26 et 36 ans, l'âge où l'on fait des enfants».

**Flou.** Parmi les sujets chauds de ces rencontres: la mise en œuvre d'une évaluation bureaucratique des chercheurs au CNRS, le flou entretenu sur la place qu'y occuperont les sciences humaines et sociales après la décapitation de ce département, l'éviction possible

du CNRS d'équipes jugées «non stratégiques». Parmi les actions envisagées: un boycott des expertises de l'Agence nationale de la recherche et de l'Agence d'évaluation.

De notre envoyé spécial à Toulouse ➤ SYLVESTRE HUET

(1) A vos marques, prêts... cherchez! d'Isabelle Bruno, 272 pp., 18,50 euros. Ed. du Croquant, 2008.

### LA PHRASE

«Olivier Besancenot devrait faire des propositions pour lutter contre le terrorisme avant de se mobiliser en faveur de Rouillan [...] qui n'a jamais renoncé à la violence comme mode d'action.»

### Françoise Rudetzki

fondatrice de SOS Attentat, à propos du soutien du leader de la LCR à l'ancien activiste d'Action directe, privé du régime de semi-liberté après avoir refusé dans une interview d'émettre des regrets sur l'assassinat, en 1982, de Georges Besse, patron de Renault.



FOGIEL RÉVEILLE L'ACTUALITÉ  
ENTRE 7H ET 9H30.

Europe 1

europe1.fr